



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du SER de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 12 au 25 juin 2026

Zoom : l'Uruguay – pays aux fondamentaux économiques solides, sources d'opportunités pour la relation bilatérale

L'Uruguay présente une stabilité économique et institutionnelle qui le distingue favorablement de ses voisins.

Le pays dispose en effet d'une des meilleures notations souveraines (BBB+ pour S&P, BBB pour Fitch et Baa1 pour Moody's) de la région, d'un faible niveau de risque-pays (indice EMBI JP Morgan à 61pb fin mai 2026) et de réserves de change robustes (couvrant 12 mois d'importations) lui permettant de s'endetter à bas coût et d'absorber les chocs. Cette résilience est historique car le pays n'a connu aucune récession depuis 2002. En outre, l'inflation est maîtrisée et se situe actuellement entre +3,0 % et +4,0 %, proche du bas de la cible de la Banque centrale (+3,0 % et +6,0 %).

LE CHIFFRE À RETENIR

61 pb

Le niveau de risque pays uruguayen fin mai 2026 : le plus bas d'Amérique latine

Le pays fait toutefois face à une multitude de défis. Tout d'abord, la croissance économique est restée globalement atone sur la dernière décennie, en ligne avec un taux d'investissement qui plafonne autour de 17 % du PIB et des gains de productivité limités. En outre, le « coût Uruguay » est parmi les plus importants de la région reflétant le niveau de développement relativement avancé du pays. Dans ce contexte, la prévision de croissance du PIB du gouvernement à +2,2 % pour 2026 a récemment été revue à la baisse, à +1,6 %. L'Uruguay fait en outre face à un vieillissement accéléré de sa population, combinant un taux de natalité historiquement bas et une émigration des jeunes actifs. Enfin, en dépit des solides fondamentaux macroéconomiques, le niveau de dollarisation est significatif, ce bride le crédit en pesos au secteur privé.

La relation économique bilatérale est significative mais sous-exploitée. Les échanges commerciaux bilatéraux sont robustes, à 364,2 M EUR en 2025 (en baisse de -7,4 % vs 2024). Les investissements français dans le pays sont plus limités, la France n'apparaissant pas dans les plus grands investisseurs dans le pays (classement dominé par l'Espagne, l'Argentine et le Brésil). L'entrée en vigueur provisoire de l'accord UE – Mercosur pourrait donner un nouveau souffle à la relation économique bilatérale, le pays présentant des opportunités significatives dans l'hydrogène vert, les infrastructures de transport bas-carbone ou l'IA.

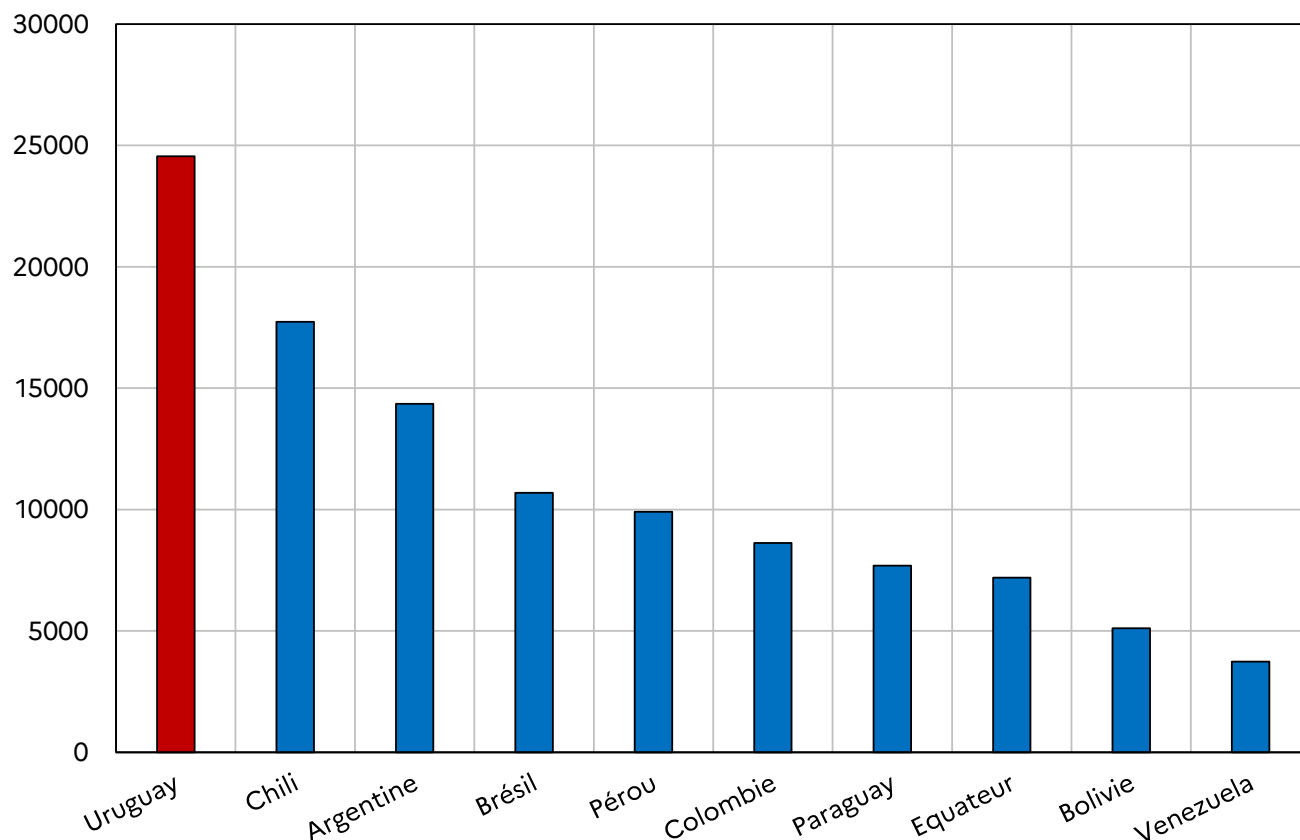
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2025	4,4%	2,5%	6,6%	1,8%
Inflation (g.a, fin de période)	2025	31,5%	3,5%	3,1%	3,7%
Solde budgétaire (% du PIB)	2025	0,2%	-2,8%	-2,0%	-4,1%
Solde courant (% du PIB)	2025	-1,1%	-1,2%	-3,5%	-0,4%
Dettes publiques (% du PIB)	2025	78,8%	42,7%	41,7%	66,6%
Part de la dette publique libellée en devise étrangère	2025	55,0%	33,4%	82,0%	49,0%
Dettes extérieures (% du PIB)	2025	49,0%	77,6%	39,4%	57,7%
Taux de chômage (fin de période)	2025	7,5%	8,0%	3,6%	7,0%
Taux d'emploi informel	2024	51,6%	26,4%	67,4%	28,5%
Prévisions et anticipations (FMI)					
Inflation (g.a, fin de période)	2026	25,0%	3,6%	3,5%	4,5%
Inflation (g.a, fin de période)	2027	12,5%	3,0%	3,5%	4,5%
Croissance du PIB réel	2026	3,5%	2,4%	4,2%	1,8%
Croissance du PIB réel	2027	4,0%	2,6%	3,5%	2,6%
Pour mémoire					
PIB nominal (Md USD)	2025	681	355	49	86
Population (millions)	2024	47	20	7	4
IDH (valeur nominale et positionnement mondial)	2023	0,865 (47/193)	0,878 (45/193)	0,756 (99/193)	0,862 (48/193)
Notation souveraine (S&P / Fitch / Moody's)	2026	B-/B-/Caa1	A/A-/A2	BBB-/BB+/Baa3	BBB+/BBB/Baa1

Sources : FMI, Instituts statistiques, Banques centrales, Ministères de l'Economie, OIT, ONU, agences de notation, SER Buenos Aires
Dernière mise à jour : 12/06/2026

Graphique de la semaine

Sélection de PIB par habitant en Amérique du Sud en 2025 (en USD courants)



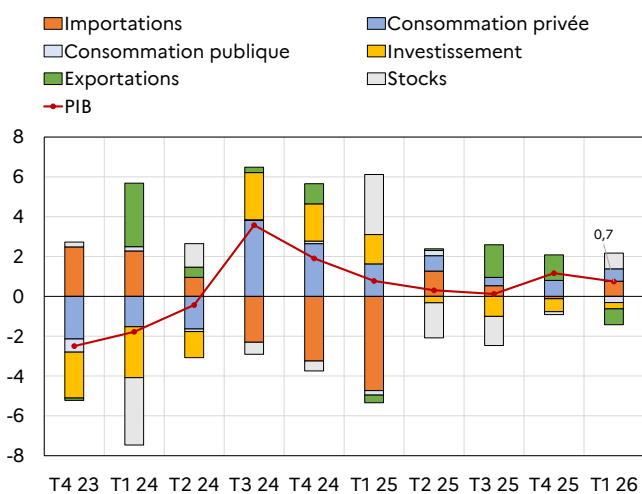
Sources : FMI, SER de Buenos Aires

ARGENTINE

Croissance de +0,7 % au T1 2026

La croissance du PIB a atteint +0,7 % en glissement trimestriel (g.t.) au T1 2026 (après +1,2 % au T4 2025), et +2,3 % en glissement annuel (g.a.) après +2,4 % au T4 2025. Ce niveau d'activité a surpris favorablement, alors que la compilation des indicateurs mensuels d'activité (EMAE) sur le trimestre laissait envisager une croissance limitée à +0,3 % g.t. Côté demande, la croissance a été portée par la baisse des importations (-2,5 % g.t., contribution de 0,8pp à la croissance du PIB) et par la consommation privée (+0,8 % g.t., contribution de 0,6pp). A l'opposé, les exportations (-3,1 % g.t.) et l'investissement (-1,7 % g.t.) ont contribué négativement (-0,8 et -0,3 pp respectivement) à la variation trimestrielle du PIB, impactés pour les premières par un fort effet de base après les vagues successives de baisses des taxes à l'exportation (*retenciones*) au S2 2025, et pour le second par une reprise timide du crédit au secteur privé. Côté offre, le phénomène « d'économie à deux vitesses » se poursuit, les secteurs de l'agriculture (+18,1 % en g.a. au T1 2026), de l'extraction de ressources énergétiques et minières (+12,3 %) et ou encore de l'intermédiation financière (+7,5 %) tirant l'activité, tandis que des secteurs à l'instar de l'industrie manufacturière (-1,7 %) ou du commerce (-0,3 %) demeurent en difficulté.

Graphique : PIB (g.t., %, série désaisonnalisée) et contributions (pp) – approche par la demande



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

Plus globalement, les signaux sont mixtes ces derniers mois sur le front de l'activité. D'une part, le commerce extérieur affiche des performances

spectaculaires (excédent commercial record de +3,5 Md USD en mai 2026), porté en particulier par des exportations record d'hydrocarbures (+167,1 % g.a. en mai) à la faveur du renchérissement des cours au niveau mondial, qui consolident le statut d'exportateur net de l'Argentine (+1,5 Md USD en mai). En outre, la consommation privée pourrait rebondir si la reprise du processus désinflationniste venait à se poursuivre (*cf. infra*). Toutefois, les indicateurs de consommation massive demeurent dans le rouge, l'indice des ventes en supermarché ayant par exemple reculé de -2,7 % g.a. en avril. En parallèle, le crédit au secteur privé peine à redécoller – toujours impacté par des niveaux de défauts à des plus hauts historiques (à 13,7 % en avril 2026 pour les ménages) – bridant les projets des ménages et des entreprises. **Pour 2026, le consensus de marché de la Banque centrale (enquête REM) table désormais sur une croissance du PIB qui atteindrait +2,9 %.** A noter que la croissance du T4 2025 a été révisée à la hausse (de +0,6 % à +1,2 % g.t.), permettant un acquis de croissance plus important pour cette année.

Nouveau recul de l'inflation, à +2,1 % en glissement mensuel en mai

Le taux d'inflation a atteint +2,1 % g.m. en mai, en baisse par rapport à avril (+2,6 %) et mars (+3,4 %), et légèrement en-deçà des attentes du consensus. Pour rappel, le taux d'inflation mensuel n'avait – avant le mois d'avril – plus baissé depuis près d'un an. En variation annuelle, le taux d'inflation a légèrement augmenté pour atteindre +33,2 % (après +32,4 % en avril). Dans le détail, l'inflation des biens a atteint +2,0 % g.m. (-0,5 pt par rapport à avril), l'inflation des services +2,5 % (-0,1 pt) et l'inflation sous-jacente +1,9 % (-0,4 pt ; au plus bas depuis septembre 2025). Sur le mois, l'inflation a notamment été tirée par la hausse des prix régulés (+2,4 % g.m.) bien qu'inférieure au mois précédent (+4,7 %), sous l'effet de hausses plus modérées des tarifs régulés de l'électricité et du prix des combustibles.

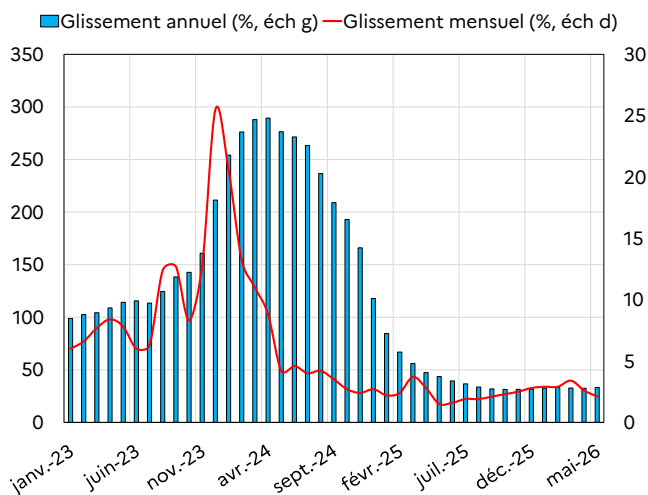
Plusieurs éléments continuent de contenir les pressions inflationnistes, parmi lesquels l'équilibre budgétaire (évitant l'émission monétaire), une politique monétaire restrictive et le peso fort, bien que celui-ci ait enregistré une tendance à la dépréciation depuis le 12/06, à hauteur de -3,5 %.

Le consensus de marché table sur une inflation annuelle stable à 30% en fin d'année, ce qui

représenterait une baisse d'à peine 2 pt par rapport au niveau actuel. Pour rappel, il y a 5 mois, le consensus de marché anticipait que cette inflation fin 2026 serait à +22,4 % et le gouvernement voulait atteindre 10 %.

Graphique :

Nouvelle baisse de l'inflation mensuelle en mai



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

Le taux de chômage atteint 7,8 % au premier trimestre 2026

La relation entre croissance et emplois continue de se découpler en 2026 : les chiffres de croissance globalement positifs ne se traduisent pas par une amélioration du marché du travail. Au contraire, plus de 10 000 emplois formels ont été détruits sur le T1 2026, tandis que l'informalité et la précarisation progressent (seul un emploi sur deux est formel). D'après les derniers chiffres publiés par l'INDEC, le nombre de chômeurs a augmenté de plus de 9 000 personnes, soit une hausse en valeur absolue malgré une baisse marginale du pourcentage du taux de chômage, passé de 7,9 % au premier trimestre 2025 à 7,8 % au premier trimestre 2026.

Ce découplage s'explique par la dynamique de secteurs à forte intensité capitalistique (agriculture, mines), mais peu intensifs en main-d'œuvre dans l'activité. Les branches traditionnellement créatrices d'emplois (industrie, commerce, construction) sont ainsi en difficulté. L'industrie manufacturière illustre la fragilité du marché du travail : le nombre de chômeurs issus de ce secteur a doublé au premier trimestre 2026. Parallèlement, la hausse du nombre de *monotributistas* (travailleurs indépendants inscrits au régime fiscal simplifié *Monotributo*) reflète une

substitution des emplois formels par des formes de travail plus précaires.

Cette rupture entre croissance, investissement et emploi nourrit l'hypothèse d'un découplage structurel : la formation de capital demeure insuffisante malgré l'expansion sectorielle, ce qui limite la capacité de l'économie à générer de nouveaux emplois. Dans ce contexte, la réforme du marché du travail, entrée en vigueur le 1er juin 2026, ambitionne de stimuler l'emploi formel. Toutefois, l'opposition y voit un affaiblissement de la protection des salariés et une remise en cause des droits acquis.

L'exécutif valide des émissions jusqu'à 5 Md USD pour des prêts avec la garantie des bailleurs

Le décret (478/2026) signé par le président J. Milei doit permettre d'abaisser le coût d'endettement en devise étrangère. Pour rappel, la Banque mondiale a approuvé mi-juin la fourniture d'une garantie de 2 Md USD à l'Argentine, et la BID pour un montant de 550 M USD. La presse relaie qu'une garantie similaire pourrait être proposée par la CAF, pour un montant qui serait toutefois inférieur. Le taux d'intérêt associé à ces émissions avec garanties pourrait être proche de 6 %, bien en-deçà 9 % actuellement demandés par les marchés. Toutefois, la baisse du risque pays (indice EMBI JP Morgan) observée ces dernières semaines (pour avoisiner les 430pb) pourrait permettre d'émettre à un niveau inférieur à ce seuil symbolique de 9 %.

Cette mesure s'inscrit dans un contexte d'échéances de dette en devise significative. La prochaine grande échéance sera le 9 juillet 2026, avec un montant de 4,4 Md USD à déboursier. Plus globalement, les échéances seront massives sur l'année 2027, à hauteur de 33 Md USD. Jusqu'à présent, le Trésor a fait face à ses échéances notamment via des émissions en devise sur le marché local, des transferts de réserves de la BCRA au Trésor (expliquant une plus faible accumulation de réserves en termes nets que bruts, ces dernières s'établissant à date à 46,9 Md USD), ou encore des prêts REPO de très court terme.

Attribution de la concession de la voie navigable Paraná-Paraguay

L'Argentine a attribué la concession de la Hidrovía Paraná-Paraguay à la société belge Jan de Nul et à

son partenaire argentin Servimagnus. Le contrat, d'une durée de vingt-cinq ans, prévoit une réduction tarifaire initiale de 13,5 %, tandis que les augmentations futures seront conditionnées à l'amélioration des infrastructures. Cette décision marque une étape importante pour l'Argentine, qui cherche à moderniser et sécuriser l'un des corridors logistiques les plus stratégiques du continent, où transitent près de 80% des exportations agricoles du pays.

Du côté paraguayen, certains experts affirment que le pays n'est pas encore prêt à lancer une concession de long terme pour sa portion de voie navigable. Un contrat de trente ans contraindrait les entreprises à intégrer le coût de l'incertitude dans leurs offres, résultant en une augmentation des péages et du coût logistique des marchandises. Certains acteurs du secteur privé préconisent la collecte d'un plus grand nombre de données techniques, avant de s'engager dans une décision définitive.

L'Argentine gagne 4 places dans le classement de la compétitivité mondiale

L'Argentine a gagné 4 places, passant du 62^e au 58^e rang sur 70 pays en 2025, dans le classement de la compétitivité mondiale établi chaque année par l'International Institute for Management Development (IMD). Après avoir chuté à la 63^{ème} place en 2023, et à la 66^{ème} en 2024, cette progression reflète l'amélioration de l'économie et de l'efficacité des entreprises, portée par un meilleur climat d'investissement.

Toutefois, selon l'IMD pays reste confronté à des défis majeurs (inflation persistante, accès limité au crédit et faible stabilité fiscale), qui affectent à la baisse la compétitivité nationale. Au plan régional, l'Argentine se situe devant le Brésil, la Colombie et le Pérou, tandis que le Chili conserve la meilleure place en Amérique latine (42^{ème} sur les 70 pays).

Le gouvernement soumet au Congrès un projet de loi visant à réformer la loi sur les sociétés

Cette initiative, impulsée par le ministre de la dérégulation F. Sturzenegger et débattue au Sénat, comprend trois volets : 1) déréglementer et moderniser les fondements du droit des sociétés, 2) créer des outils ciblés pour les entreprises actives

à l'international (choix de la loi applicable, clause d'arbitrage international, etc) et, 3) établir un cadre novateur pour les structures gérées par l'intelligence artificielle et la technologie blockchain.

L'un des principes fondamentaux du projet est de mettre fin au contrôle étatique sur la manière dont les actionnaires organisent leurs entreprises. La loi argentine de 1972 reposait en effet sur une conception étatique de l'organisation des entreprises, avait été adoptée dans un contexte de marchés alors fermés aux investissements étrangers, et ce que la loi n'autorisait pas était présumé interdit. Cette approche entravait la libre gouvernance des entreprises et complexifiait les mécanismes de distribution des bénéfices. Elle conduisait à la création de structures holding offshore, ce qui engendrait des coûts, une opacité accrue et une complexité juridictionnelle plus importante. Avec ce nouveau projet de loi, le gouvernement entend accorder une plus grande importance aux statuts de chaque société – avec la faculté des actionnaires de concevoir les statuts et le règlement intérieur en fonction de leurs besoins – tandis que les dispositions légales seraient essentiellement complémentaires.

Parmi les innovations de cette loi, on peut souligner le recours aux outils couramment utilisés dans les opérations commerciales internationales en matière de résolution des conflits (recours au droit étranger, clauses d'arbitrage) et la numérisation des entreprises, afin de les adapter à une réalité où de nombreuses organisations opèrent via des plateformes numériques, des équipes à distance ou des structures géographiquement dispersées. Présentée au Sénat le 1er juin 2026, la loi entrerait en vigueur 180 jours après sa publication au Journal officiel, sous réserve de son adoption par le Congrès.

CHILI

Malgré une projection pessimiste pour 2026, la Banque centrale revoit à la hausse ses perspectives de croissance à moyen-terme

Dans son rapport de politique monétaire du mois de juin, la Banque centrale du Chili (BCCh) révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'année 2026, en lien avec la contre-performance de

l'économie chilienne au premier trimestre. Selon l'institution, l'année 2026 sera en effet marquée par les mauvais résultats du premier trimestre (-0,5 % en glissement annuel) dans les secteurs liés aux ressources naturelles – secteur cuprifère, agriculture, pêche – et par le recul des entrées touristiques pendant l'été. La croissance devrait ainsi s'établir entre 1,0 % et 1,75 % (contre 1,5 %-2,5 % dans le rapport de mars 2026). Du côté de la demande interne, la BCCh revoit légèrement à la baisse ses estimations pour 2026 – de 2,4 % à 2,2 % – du fait d'une moindre hausse de l'investissement et de la consommation privée, en partie compensée par une consommation publique plus dynamique que dans les prévisions de mars.

Le rapport réhausse les prévisions de croissance à moyen-terme, et notamment pour 2027 (+2,0 %-3,0 %, contre 1,5 %-2,5 %) sous l'effet de la reprise des investissements miniers dans un contexte de cours élevés du cuivre. Le rapport – qui ne prend pas en compte les potentiels effets du projet de loi de Reconstruction nationale porté par le gouvernement et en cours de discussion au Parlement – fait état d'un rebond de l'investissement en 2027 (+5,0 % vs +3,2 % dans le rapport de mars). Les experts s'appuient sur la dernière actualisation du cadastre des investissements de la *Corporación de Bienes de Capital*, qui relève de 32 % le montant des investissements prévus pour la période 2026-2029 par rapport au cadastre du T4 2025. Cette nouvelle version révisé à la hausse les prévisions de projets miniers (+65 %), portées par les annonces récentes de projets de grande envergure.

Concernant l'inflation, la BCCh anticipe une évolution de l'indice des prix à la consommation de 4,2 % à fin 2026 – contre 4 % lors du rapport précédent – avant un retour à la cible des 3 % envisagé à la fin du premier semestre 2027. Cette accélération est principalement imputable au choc pétrolier lié au conflit au Moyen-Orient, et aux répercussions directes sur les prix des combustibles au Chili, le gouvernement ayant décidé de suspendre le principal mécanisme de stabilisation des prix à la pompe en mars dernier. Malgré la baisse observée du prix du baril après l'annonce d'un accord entre les États-Unis et l'Iran, la BCCh avertit que le conflit au Moyen-Orient n'est pas définitivement résolu et que de nombreuses incertitudes pèsent encore au niveau international, justifiant une approche prudente et *ad hoc* dans le pilotage de sa politique monétaire. Le conseil de

politique monétaire réaffirme néanmoins que la BCCh « *prendra les décisions nécessaires pour ramener l'inflation projetée à 3 % dans un horizon de deux ans* ».

Plus de 500 participants au premier Forum d'affaires franco-chilien

La première édition de la *Cumbre Empresarial France-Chili*, forum d'affaires organisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-chilienne (CCI FC) s'est tenu ce 23 juin. Le sommet avait pour objectif de créer un espace privilégié de dialogue entre les entreprises françaises et les nouvelles autorités chiliennes, soucieuses d'attirer les investissements étrangers et de diversifier leurs partenariats. L'évènement a réuni près de 500 participants autour de panels rassemblant des représentants d'entreprises françaises et des membres du gouvernement chilien, dont les ministres de l'Environnement, Francisca Toledo, des Travaux Publics et des Transports, Louis de Grange et de l'Énergie, Ximena Rincón.

L'Ambassade de France et la CCIFC ont pu rappeler l'importance, la solidité et la diversité de la présence française au Chili, avec 300 entreprises actives dans tous les secteurs de l'économie. Ces investissements français, représentant environ 2 Md USD d'IDE, occupent une place centrale dans la vie des Chiliens et Chiliennes : distribution d'eau potable, génération d'électricité, traitement des déchets, infrastructures de transports (métro et aéroport de Santiago, trains régionaux) et matériels de transports (avions, bus de Santiago), services à la mine, financements.

La Sous-secrétaire aux Relations économiques internationales, Paula Estévez, a annoncé lors de cet événement que le portefeuille de projets français identifiés pour les prochaines années s'élèverait à 6 Md USD. À cette occasion, elle a rappelé l'importance de l'Accord-cadre avancé (AMA) conclu entre le Chili et l'Union européenne — dont l'accord commercial intérimaire est entré en vigueur en février 2025 — comme levier d'ouverture commerciale et de diversification des partenariats. Paula Estévez a également mis l'accent sur la volonté de la nouvelle administration de renforcer l'attractivité du pays et de faire de l'investissement étranger une des priorités pour retrouver le chemin de la croissance.

PARAGUAY / REGIONAL

Sommet du Mercosur à Asunción : passation de la présidence à l'Uruguay et lancement des négociations avec le Japon

Le Sommet des chefs d'État du Mercosur se déroulera à Asuncion les 29 et 30 juin, marquant la fin de la présidence *pro tempore* du Paraguay et son transfert à l'Uruguay pour le second semestre 2026. L'événement réunira les chefs d'État du bloc régional, avec la participation confirmée des présidents du Chili, José Antonio Kast, et du Panama, José Raúl Mulino. Le ministre uruguayen des Affaires étrangères, Mario Lubetkin, a annoncé que l'Uruguay entendait faire progresser les négociations relatives à la répartition des quotas alloués par l'Union européenne (UE) dans le cadre de l'accord commercial Mercosur, durant sa présidence intérimaire de ce bloc.

L'ouverture des négociations pour un Accord d'Association Économique entre le Mercosur et le Japon sera un des sujets centraux de ce sommet.

Les discussions porteraient sur trois axes principaux : la réduction des droits de douane sur les automobiles, l'accès à des sources d'énergie alternatives et l'approvisionnement en minerais critiques. La décision a été annoncée quelques jours plus tôt, lors d'une rencontre en marge du G7, à Evian, entre le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva et la Première Ministre japonaise Sanae Takaichi.

URUGUAY

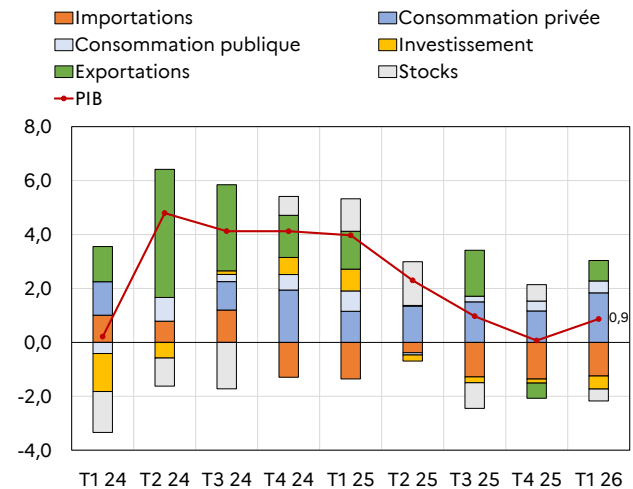
Hausse du PIB de +0,9 % en variation annuelle au T1 2026

La croissance du PIB a atteint +0,9 % en glissement annuel (g.a.) au T1 2026 (après +0,1 % au T4 2025).

Côté demande, la hausse de l'activité a été portée avant tout par la consommation privée (+2,9 % g.a., contribution de 1,8pp à la croissance) soutenue notamment par la baisse de l'inflation. Les exportations ont également contribué positivement (0,8pp), augmentant de +2,3 %. À l'opposé, la baisse de l'investissement (-3,1 %) et la hausse des importations (+4,7 %) ont contribué négativement à la croissance (respectivement -0,5 et -1,2pp). Les importations ont notamment été

stimulées par la robustesse du peso en termes réels.

Graphique : PIB (g.a., %) et contributions (pp) – approche par la demande



Sources : BCU, SER de Buenos Aires

Les perspectives de croissance restent modestes pour 2026, et l'amélioration du potentiel de croissance un enjeu de premier ordre.

Le gouvernement a en effet abaissé sa prévision de croissance pour 2026 (cf. edito), désormais attendue à +1,6 %. Plus globalement, le taux de croissance annuel moyen n'a été que de +1,3 % sur la dernière décennie, un niveau inférieur à nombreux pairs régionaux (+2,4 % pour le Pérou ou +2,0 % pour le Chili à titre d'exemple).

Conclusions du 6e examen de politique commerciale de l'Uruguay

Lors du sixième Examen de politique commerciale de l'Uruguay, tenu à Genève du 10 au 12 juin, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a souligné que les coûts des échanges commerciaux restaient élevés en Uruguay. Malgré des avancées notables dans la facilitation douanière, les frais liés aux taxes consulaires et portuaires maintiennent les coûts 1,4 fois supérieurs à ceux des grandes économies, freinant la compétitivité des exportateurs uruguayens.

Le rapport a mis en avant un régime d'investissement relativement ouvert, mais marqué par des monopoles publics persistants dans l'énergie, l'hydrocarbure, les assurances ainsi que la communication. Certaines restrictions ont toutefois été levées, notamment dans l'aviation à travers l'élimination du plafond des investissements étrangers dans les compagnies aériennes nationales, qui était de 49 %, ce qui

traduit une volonté d'assouplir l'accès des capitaux étrangers.

En matière de compétitivité, l'OMC souligne que l'Uruguay a renforcé son cadre juridique en matière de concurrence en introduisant des règles plus claires sur les pratiques anticoncurrentielles.

Néanmoins, la forte présence des entreprises publiques dans le secteur bancaire, l'électricité ou les assurances continue de limiter la neutralité concurrentielle et de maintenir une concentration élevée dans le système financier.

Enfin, l'OMC invite l'Uruguay à réduire la dollarisation de son économie, moderniser ses infrastructures logistiques et diversifier ses exportations, notamment en intégrant davantage les PME et en favorisant la participation des femmes dans les services numériques. L'organisation encourage aussi le pays à capitaliser sur sa matrice énergétique renouvelable pour attirer des investissements verts et renforcer sa résilience face au changement climatique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Stéphane TABARIE
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : leo.lesage@dgtresor.gouv.fr